

## Retraite : la bourse ou la vie ?

[Libération](#), 10 juillet 2013 à 19:06

Par **OLIVIER DARTIGOLLES** dirigeant national du PCF, élu de la majorité au conseil municipal de Pau., **GÉRARD FILOCHE** Membre du bureau national du PS, **WILLY PELLETIER** Coordinateur général de la Fondation Copernic, **SANDRA DEMARCQ** comité exécutif du NPA.

Quelles sont les conquêtes de la gauche ? Les congés payés, l'extension de la Sécurité sociale, la retraite à 60 ans, des droits dans l'entreprise, la peine de mort abolie, le souci des générations futures, plus d'égalité entre hommes et femmes, le mariage pour tous, la réduction du temps de travail, des augmentations du Smic et du pouvoir d'achat, un Etat qui refuse la logique des marchés étendue à la société et au vivant, qui développe les services publics et considère la protection de la planète comme une priorité...

Un inventaire à la Prévert ? Non, un projet de société où l'intérêt général prime sur l'enrichissement de quelques-uns. La retraite, c'est d'abord du bonheur, un bonheur gagné, du temps libéré parce qu'on l'a bien mérité, comme les congés payés. Du temps pour celles et ceux qu'on aime, nos enfants, nos parents. Le moment de réaliser des projets mille fois reportés. Une vie pour soi et pour s'engager. Sans jeunes retraité(e)s, plus de tissu associatif en France.

Il faut financer les retraites, certes. Mais l'argent déborde ! Pour le CAC 40, c'est l'apothéose du coffre-fort. La part salariale, perdue depuis trente ans au profit des dividendes, s'élève à 170 milliards d'euros par an ; en 2012, 230 milliards ont été distribués ! Les avoirs français dans les paradis fiscaux sont de 590 milliards. La fraude fiscale est de 60 à 80 milliards... La France n'a jamais été aussi riche et les richesses aussi mal distribuées.

Il suffit d'un peu de courage politique pour aller chercher le financement des retraites là où il se trouve : en récupérant une part des 80 milliards de fraude fiscale, en mettant à plat les 200 milliards d'aides annuelles aux entreprises, en augmentant les cotisations patronales et, osons le dire, car nous sommes de gauche, en taxant les dividendes qui enflent avec obscénité, alors que le nombre de sans-domicile a augmenté de 50 % depuis dix ans.

Allonger les annuités cotisées au travail est un leurre, car, en réalité, les deux tiers des salarié(e)s âgé(e)s sont exclu(e)s de l'emploi quand ils arrivent en retraite. A partir de 55 ans, les deux tiers sont licencié(e)s, inaptes, malades, au chômage. Par conséquent, fixer à 42, 43 ou 44 annuités, les cotisations pour une retraite à taux plein, impose aux salariés de sauter à la perche sans perche, parce qu'ils n'atteindront jamais ces annuités. Surtout les jeunes qui entrent en CDI de plus en plus tard. Le seul effet sera de réduire leurs pensions (surtout pour les femmes).

Quand on compte 5 millions de chômeurs, on ne doit pas chercher à allonger la durée de cotisation, mais à partager le travail pour permettre à toutes et tous de travailler. D'ailleurs, s'il n'y avait pas 5 millions de chômeurs, mais 5 millions de cotisants en plus, personne ne parlerait de problèmes concernant les retraites.

Ce qui est en jeu est tout autre : la baisse des pensions va contraindre celles et ceux qui le peuvent, mais dont le nombre diminue, à une retraite par capitalisation, pour le plus grand bénéfice des assurances et des banques, qui joueront ensuite sur les marchés financiers.

Est-ce le monde que nous voulons ? Est-ce fidèle aux idéaux de la gauche ? La retraite à 60 ans a permis de vivre plus longtemps : les égoutiers ne disent-ils pas crûment : «départs retardés, morts prématurées». Or nous savons que la souffrance au travail s'est intensifiée dans tous les métiers... En France, depuis 2008, l'espérance de vie sans incapacité recule tous les ans. Au travail, les années les plus dures se situent entre 60 et 65 ans, alors que ce sont les meilleures de la retraite.

Plutôt que de baisser les salaires et les retraites (pas de pension inférieure au Smic, pas un trimestre de plus ni un euro de moins), augmentons le montant des pensions et les salaires, facteurs de relance écologique et sociale. Arrêtons d'accroître l'austérité, donc la récession, donc l'augmentation des déficits et de la dette. On a vraiment tout faux.

Quand la retraite était à 65 ans et les cotisations plus longues, les retraités ouvriers, agriculteurs, employés, artisans, se retrouvaient plus souvent autour des tombes de leurs anciens collègues qu'à une bonne table, en leur compagnie. Leurs témoignages sont là pour le dire.

Mais combien de nos décideurs «modernes» fréquentent-ils ces ouvriers et ces employés ? Au fil des alternances, ils les ont oubliés, au nom des fameux critères de rentabilité si chers au secteur privé concurrentiel. La gauche s'honorerait de rompre avec ces logiques financières.